

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Non, les antifascistes ne commettent pas de meurtres !

Le jeune militant d'extrême droite Quentin D. est décédé dans des circonstances qu'il reste à éclaircir en marge d'une manifestation organisée par le collectif identitaire Némésis, venu faire de la provocation lors d'une conférence à l'IEP de Lyon qui avait invité Rima Hassan. Nous ne pouvons fermer les yeux sur l'instrumentalisation de sa mort dans les médias par l'extrême droite identitaire qui en a déjà fait un martyr de sa cause et appelle à la vengeance, à la dégradation de différents locaux mais aussi au meurtre, et par une bonne partie de la classe politique qui cherche d'abord à faire porter le chapeau à la France Insoumise (LFI) et aux collectifs antifascistes.

Rappelons que Quentin D. a milité activement au sein du groupe d'extrême droite Action Française, et faisait partie du groupuscule néofasciste Allobroges Bourguin et avait, semble-t-il, répondu à l'appel du collectif fémonationaliste Némésis le jeudi 12 février. Ce groupuscule est bien connu pour ses provocations à teneur raciale lors de manifestations sociales ou féministes, avec une stratégie consistant à faire des apparitions dans le but de créer la tension pour ensuite faire appel à une protection policière ou à son SO composé d'hommes prêts à en découdre. En attisant sans cesse la haine et en provoquant sciemment des incidents, Némésis porte une grande part de responsabilité dans le drame qui s'est produit.

Une partie du front républicain reprend sans honte le récit des fascistes

Le summum de l'instrumentalisation de la mort de ce jeune fasciste revient à ces centristes, soit disant modérés qui, tels des vautours, se sont répandus en commentaires et accusations contre LFI et la mouvance antifasciste : la mort de Quentin D. devient un prétexte pour amalgamer les tensions devant l'IEP avec les propos de Rima Hassan sur la Palestine. Plus grave encore, comme Trump aux États-Unis, iels désignent une "extrême gauche" comme un ensemble dangereux, alors que depuis la seconde guerre mondiale l'extrême droite agresse et tue en France en toute impunité.

L'extrême droite n'est jamais une victime.

Le site internet contre-attaque.net rappelle ainsi la longue liste des violences d'extrême droite : depuis 2022 en France, ce sont pas moins de 13 personnes qui sont mortes sous les coups ou les balles des fascistes dans des actions souvent préméditées, et on ne compte plus les blessés.

De son côté Rue89, dans une enquête réalisée en octobre 2025, révèle que depuis le début des années 2000, sur 102 violences d'extrême droite commises à Lyon, 70 % d'entre elles sont restées sans aucune suite judiciaire ! La violence d'extrême droite bénéficie dans les faits d'une certaine clémence de la police et des pouvoirs publics...

Sur Montpellier, l'extrême droite n'est pas non plus en reste

L'extrême-droite montpelliéraine a été condamnée pour l'attaque violente de la fac de droit en 2018 et pour avoir passé à tabac un militant et violemment agressé un témoin lors de la fête des fanfares en juin 2024. Justice est également attendue pour les victimes rouées de coups le 18 septembre dernier aux Beaux-Arts, par des nervis ayant d'abord agressé des lycéennes et des lycéens ainsi que des observateurs des droits humains, sous les yeux de la police sans que cela ne fasse l'objet de poursuites à ce stade. Nous n'oublions pas leurs deux violents raids sur le local du Barricade en automne 2021 et printemps 2022, les diverses dégradations des locaux militants, d'établissements scolaires et les menaces de mort envers des journalistes ou des militantes et militants. L'extrême droite tue sciemment, il serait dangereux de contribuer à la banaliser.



@mtpcontrelexd



mtpcontrelexd@proton.me